

Kosovo: de la difficile cohabitation!

Durant mon séjour de deux mois au Kosovo j'ai essayé de partager au mieux mon temps entre les minorités serbe, croate, gorani et la majorité albanaise. Outre la grande hospitalité avec laquelle tous m'ont accueilli, j'ai été touchée par le communautarisme ambiant, allant jusqu'à contaminer les employés des organisations internationales¹; j'ai dû doubler de vigilance pour ne pas me retrouver, moi aussi, enfermée dans une des communautés constituantes du Kosovo.

Les faits présentés dans cet article relèvent de ce communautarisme et ne reflètent qu'une partie de la situation rencontrée au Kosovo. A d'autres occasions, je présenterai des aspects complémentaires, tout aussi importants et dont témoigne une jeune fille albanaise de Janjevo, petite ville où croates, roms et albanais vivent côte à côte ; elle avait passé 5 années en Allemagne, comme réfugiée, et rentra en 2003 avec ses parents au Kosovo :

"Im Krieg sind drei Leute aus der Familie meiner Mutter ums Leben gekommen... Im Winter waren wir zusammen in einem Seminar von der OSZE, für 100 Kinder zwischen 10 bis 18 Jahren: dabei waren wir 10 Albaner aus Janjevo, 15 Kroaten, auch Serben und andere. Wir hörten zu, wenn andere sprachen, wie sie den Krieg erlebten. Wir konnten serbisch, albanisch oder englisch sprechen und alles wurde übersetzt. Ich hätte am liebsten jedem ein nettes Wort gesagt..."

Im März, während der Unruhen,² sind wir in die Klassen der Kroaten und Roma gegangen und haben gesagt dass sie keine Angst zu haben brauchen. Hier in Janjevo ist nichts passiert... Weißt du so fing es an: drei Kinder starben, die Medien hatten das gezeigt und dann wurden alle verrückt. Jetzt ist für uns der 21. März nicht mehr das Fest des Frühlingsanfangs sondern Erinnerung an die Tage des Blutes."

Il est impossible de savoir combien de personnes vivent actuellement au Kosovo et à quelle communauté elles appartiennent. L'administration des Nations Unies (UNMIK), présente depuis 1999 au Kosovo, n'y a pas encore organisé de recensement; le Haut Commissariat des Réfugiés des Nations Unies n'a guère de données fiables

sur les Kosovars en exil, que ce soit en Serbie, au Monténégro ou plus à l'Ouest³.

Toujours est-il qu'une ONG vient de faire une recherche sur base des enfants serbes inscrits dans les écoles au Kosovo durant l'année scolaire 2002/2003 et selon leurs conclusions, environ 120 000 Serbes y vivraient toujours, dont un tiers dans la ville de Mitrovica-Nord, ville divisée dont le pont est parfois gardé par les soldats luxembourgeois participant à la force de l'OTAN (KFOR) et dans la commune de Leposavic plus au nord et les deux autres tiers soit regroupés dans des enclaves, soit dans des villages mono ethniques de communes à majorité albanaise.

Selon les Gorani, musulmans slaves aux traditions locales bien spécifiques, habitant dans la région montagneuse "Gora" au sud de Prizren, leur communauté comptait 18,000 personnes avant la guerre 1998-99; il n'en reste actuellement que 6.000. Les Torbeshi, musulmans slaves eux aussi, originaires des montagnes à l'est

Agnes Rausch

Difficile cohabitation entre les différentes communautés de la population locale

	1948	1971	1991
Albanais	68,5	73,3	82,2
Serbes	23,6	18,4	10
Autres minorités	7,9	9,3	7,8

(tableau avec chiffres de recensement effectués au Kosovo et dont le dernier, réalisé en 1991 est contesté, car boycotté par beaucoup d'Albanais)



de Prizren, ont pratiquement tous émigré et ceci depuis belle lurette; ils reviennent passer leurs vacances sur le sol natal et disent avoir préféré rester neutre dans le conflit qui opposa Albanais et Serbes, neutralité que les Gorani n'auraient pas respectée en se situant carrément du côté des autorités serbes.

En général, on peut constater un climat de peur, de dépréciation voire de haine réciproque entre les différents groupes de population. Chacun a son regard sur l'histoire et sur les événements récents (1998/99). *"Avant 1998/99, tout était bien"* disent les uns, *"maintenant nous sommes enfin libres chez nous"* disent les autres. Chacun a sa façon de compter le nombre des vivants, des disparus et des morts de son groupe ethnique, ceux d'aujourd'hui et ceux d'hier. L'amnésie sélective ou simplement l'ignorance de l'histoire de l'autre sont frappantes.

En plus, les mythes des origines et des Albanais et des Serbes aggravent les rivalités et malentendus actuels. Le manque d'un travail académique commun sur l'histoire lointaine et récente fait toujours défaut.

Même le *point de vue géographique* diffère chez les uns et les autres: pour les Serbes, le Kosovo fait toujours partie de la Serbie et ils se tournent vers Belgrade, leur capitale, dont viennent instructions, - pour ou contre la participation aux élections par exemple- et moyens financiers. Les minorités serbes et assimilées appréhendent avec angoisse, voire terreur, un Kosovo indépendant car, selon eux, cela équivaldrait à une perte de leur patrie. Des observateurs extérieurs prédisent qu'en cas de déclaration d'indépendance unilatérale, la moitié des Serbes restants quitteraient le Kosovo sans tarder. Pour les Albanais, par contre, le Kosovo est une entité à part avec Pristina

comme capitale, sous domination serbe depuis 1913⁴; pour eux, seul un avenir comme pays indépendant est envisageable. Aussi longtemps que cette question restera ouverte⁵, les Albanais garderont une peur viscérale d'un retour possible de l'armée et de la police serbe.

Il faut savoir aussi que le Kosovo des Albanais et des minorités ayant grandi en milieu rural est une *société traditionnelle* ou seul le *nous*⁶ existe; son organisation repose sur une structure clanique. Ceci se voit par exemple dans le fait qu'aux villages, le troupeau de vaches est gardé ensemble ou que lors d'élections, les anciens décident quel parti politique aura la préférence de tous les villageois. Il y a donc toujours, à part les autorités locales élues selon un mode démocratique au conseil municipal, une autorité traditionnelle composée des aînés, de l'enseignant et du représentant du culte (mufti, prêtre ou pope) qui détient un réel pouvoir.

Dans cette société traditionnelle, la *perception de l'autre* et du monde est en noir et blanc ; on y est ou ami ou ennemi: *"si tu es mon ami, mes ennemis sont aussi les tiens"* ou bien *"les ennemis de mes ennemis sont mes amis"* ou encore *"tu es mon invité, je te protège et aussi longtemps que tu demeures sous ma protection (présence physique sur la propriété de l'hôte) c'est mon honneur de traiter tes amis comme les miens, même si ce sont en réalité mes plus grands ennemis"*. Une mentalité de victime et une perception de l'autre comme persécuteur complique encore les relations.

A trop d'endroits, les problèmes entre clans ne se règlent pas en dialoguant, mais en utilisant la *force*. Cette façon d'agir se retrouverait surtout chez les gens originaires des villages et resurgit actuellement parce que l'administration des Nations Unies n'est pas parvenue à imposer un Etat de droit. Ainsi, une fois les essais de réconciliation échoués, entrepris notamment sous l'initiative des autorités religieuses ou de sages villageois, la violence est considérée comme solution *"normale"* pour régler certains différends.

C'est dans ce contexte que le Directeur de l'association humanitaire *Mère Térésa* a déclaré qu'au Kosovo les habitants ne doivent pas seulement apprendre huit cents nouveaux standards⁷ mais huit milles!

Difficile cohabitation entre la population locale et les "internationaux"

En général, l'action de l'UNMIK de 1999 à 2001 est décrite comme ayant été une bonne gestion de l'urgence. Mais depuis 2002, cette administration des Nations Unies manquerait d'une vraie stratégie et ne serait plus à la hauteur de sa tâche.

Ceci n'étonne guère au vue des différentes positions existant au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies et même au sein du groupe de contacts⁸ pour le Kosovo.

La phase de transition de certaines compétences vers les institutions provisoires d'autogouvernement (PISG)⁹ serait plus que confuse.

Selon les locaux qui travaillent, respectivement qui ont travaillé, au sein de l'UNMIK, la démarche des internationaux pour transférer leur know-how aux Kosovars laisse à désirer. Une certaine lutte pour le pouvoir entre les uns et les autres au sein de l'UNMIK et entre celle-ci et les pouvoirs locaux existerait. Aussi, la différence énorme existant entre les moyens des uns et des autres, allant du salaire à la chaise de bureau, est vécue comme discriminatoire. Un slogan d'une association militante à l'égard des Internationaux pointe cette différence à voix haute en disant: *"40 euros comme pension pour moi, 8,000 euros de salaire pour toi"*.

Selon des responsables des minorités, l'attitude des internationaux à leur égard est vécue comme cynique et mensongère. Le terme de "pink reports of the Internationaux" a été utilisé. Ainsi, les rapports de l'UNHCR sur le retour des minorités et la réalité rencontrée diffèrent sensiblement.

Les intellectuels kosovars déplorent également l'arrogance de certains internationaux et le manque de considération vis-à-vis de leur savoir et de leurs propositions. Les ONG décrivent les administrations de l'UNMIK comme étant lentes, pas à la hauteur, sans esprit critique¹⁰, et certains employés internationaux intéressés par leur seule carrière et d'autres à leur salaire, ayant souvent un mandat trop court, et surtout ne demandant jamais l'avis des ONG.

Néanmoins et malgré toutes ces critiques, tous sont d'avis que le bilan global de leur présence au Kosovo serait positif et qu'il y aurait un vrai besoin en experts internationaux, aussi à l'avenir. Mais il faudrait prévoir un partage clair des responsabilités, changer leur rôle actuel en assistance technique et en monitoring ; leur lieu d'insertion devrait être dans les institutions locales.

En plus, il y aurait un besoin réel pour la présence de forces de sécurité de l'extérieur. Fait important, des interlocuteurs kosovars plaident en faveur de l'instauration d'une instance internationale, ayant une fonction d'arbitre, avec un droit de veto dans des domaines particulièrement sensibles, à l'instar de ce qui existe en Bosnie-Herzégovine.

Le Kosovo est une partie intégrante de l'Europe; située dans les Balkans de l'Ouest, entre Bruxel-

les et Ankara, son instabilité a des répercussions manifestes sur tout le continent européen. Que les décideurs européens en prennent conscience et agissent en conséquence; tous les Kosovars leur seront reconnaissants; les ONG européennes qui y sont engagées aussi.

¹ „They don't mix with locals and remain just within their circles; they even asked the owner of Restaurant Valentina, in front of UNMIK buildings to increase their prices so that locals would not come anymore" témoignage d'une femme ayant travaillé à l'UNMIK.

² 19 Menschen, 11 Albaner und 8 Serben waren ums Leben gekommen, 900 verletzt, 700 serbische und Roma Häuser, 30 orthodoxe Kirchen und 2 Klöster zerstört worden und 4.500 Menschen mussten fliehen.

³ Dans le rapport d'activités de Caritas nous pouvons lire qu'entre septembre 2003 et octobre 2004, 345 personnes du Kosovo ont demandé asile au Luxembourg.

⁴ exception faite de la période 1941 à 1946 durant laquelle les Albanais ont accueilli les Italiens comme libérateurs

⁵ Cette question ne sera pas tranchée par référendum de la population, mais comme si souvent dans l'histoire, les pouvoirs domiciliés ailleurs (New York, Washington, Downing street, Quai d'Orsay, ...) décideront du sort des habitants du Kosovo.

⁶ Expression de Don Lush Gjergji de la paroisse de Binaq/Vitina

⁷ cf. politique de l'UNMIK " standards before status "

⁸ D, F, It, UK, Russie, USA

⁹ provisional institutions of self-government

¹⁰ „Wenn man UNMIK Fragen stellt, wird man in seine Schranken zurück gewiesen", disait l'un d'eux.

